

Fintech et Inclusion financière au Maroc

Fintech and Financial Inclusion in Morocco

EZAHRANI Siham

Doctorant

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion de Settat

Université Hassan I, Settat, Maroc

Laboratoire de Recherche en Finance, Comptabilité, Gestion et Système d'informations et
Aide à la décision

Date de soumission : 30/08/2024

Date d'acceptation : 18/09/2024

Pour citer cet article :

EZAHRANI, S. (2024) « Fintech et Inclusion financière au Maroc » Revue Française d'Economie et de Gestion
« Volume 5 : Numéro 9 » pp : 499 – 513.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Dans un contexte de mondialisation et de digitalisation croissantes, l'inclusion financière émerge comme un pilier essentiel du développement économique et social. Cet article se concentre sur le cas spécifique du Maroc, dont l'accès aux services financiers demeure un défi majeur pour de nombreuses populations. À travers une analyse approfondie, cet article explore l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique du Maroc, mettant en lumière les évolutions récentes, les barrières persistantes et les travaux antérieurs dans ce domaine. De plus, il examine le rôle crucial de la Fintech dans la promotion de l'inclusion financière, en examinant les actions et les initiatives entreprises par le Maroc pour stimuler l'innovation dans le secteur financier. En évaluant les défis et les opportunités associés à l'intégration de la Fintech, cet article offre une perspective holistique sur la façon dont les avancées technologiques peuvent contribuer à renforcer l'inclusion financière au Maroc. En conclusion, il présente des recommandations pratiques pour les décideurs politiques, les chercheurs et les praticiens afin de maximiser les avantages de la Fintech dans la promotion de l'inclusion financière qui joue un rôle essentiel dans le développement d'une économie plus inclusive et durable au Maroc.

Mots clés : Inclusion financière ; Fintech ; Croissance économique ; Digitalisation ; Innovation.

Abstract

In an era of increasing globalization and digitalization, financial inclusion has emerged as a crucial pillar of economic and social development. This article focuses on the specific case of Morocco, where access to financial services remains a significant challenge for many populations. Through an in-depth analysis, the article explores the impact of financial inclusion on Morocco's economic growth, highlighting recent developments, persistent barriers, and previous research in this field. Additionally, it examines the crucial role of fintech in promoting financial inclusion, reviewing the actions and initiatives undertaken by Morocco to foster innovation in the financial sector. By assessing the challenges and opportunities associated with fintech integration, this article provides a holistic perspective on how technological advancements can enhance financial inclusion in Morocco. In conclusion, it offers practical recommendations for policymakers, researchers, and practitioners to maximize the benefits of fintech in promoting financial inclusion and to foster more inclusive and sustainable economic development in Morocco.

Keywords: Financial inclusion; Fintech; Economic growth; Innovation; Digitalization.

Introduction

L'inclusion financière est un levier fondamental pour promouvoir le développement économique et social, en particulier dans les pays émergents comme le Maroc. Malgré les avancées dans l'accès aux services financiers traditionnels, une large portion de la population marocaine, notamment les jeunes, demeure exclue du système bancaire. Actuellement, seulement 9,2 % des comptes bancaires sont détenus par des jeunes de 15 à 24 ans, alors que ce groupe représente 22 % de la population adulte. Cette situation est exacerbée par un taux de chômage alarmant de 32,7 % chez les jeunes, qui réduit leur capacité à accéder aux services financiers. De plus, des obstacles économiques tels que l'insuffisance de revenus, le coût élevé des services bancaires, et des considérations religieuses freinent leur inclusion financière.

Le Maroc a pourtant investi dans des solutions alternatives et les outils financiers tels que les comptes de paiement, la micro-épargne et la micro-assurance, conçues pour être plus accessibles aux segments à faibles revenus. Cependant, malgré ces efforts, le développement de ces offres reste insuffisant pour combler le fossé d'inclusion. Ces solutions sont souvent distribuées par des réseaux moins coûteux que ceux des banques traditionnelles, ce qui permet de réduire les coûts pour les opérateurs, mais elles ne parviennent pas encore à toucher une proportion significative de la population non bancarisée.

Cette problématique pose la question de l'efficacité des stratégies actuelles et du rôle que peuvent jouer les technologies financières « Fintech » pour améliorer l'inclusion financière au Maroc. Ce contexte appelle à une réflexion approfondie sur les mesures nécessaires pour surmonter les obstacles existants et sur les opportunités offertes par le digital pour intégrer davantage de Marocains dans le système financier formel.

1. Impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Maroc

1.1. État des lieux de l'inclusion financière au Maroc

Cependant, l'accès à ces services constitue un défi majeur, surtout pour les populations vivant dans des zones rurales et les ménages à faibles revenus. Malgré les progrès réalisés ces dernières années, notamment grâce à l'introduction de réglementations favorables et à des initiatives gouvernementales telles que le Plan National de Stratégie de Finance Inclusive (PNSFI), de nombreux Marocains restent exclus du système financier formel. Selon les données de la Banque Mondiale, En 2022, 44 % des Marocains avaient accès à un compte bancaire, contre 29 % en 2017, De plus, 30 % des utilisateurs ont recours aux paiements numériques, contre 17 % en 2017, selon l'Enquête Findex. Le développement des infrastructures de paiement numérique

a été significatif, avec 31 % des zones rurales couvertes par des réseaux de paiement mobile et 19 prestataires actifs. La valeur des paiements numériques a également considérablement augmenté, atteignant 2 milliards de dirhams (environ 195 millions de dollars) en 2021, Cela a permis d'établir une base solide pour réformer les programmes de protection sociale grâce aux transferts monétaires numériques, illustrant l'ampleur des défis liés à l'inclusion financière dans le pays.

Cette situation est exacerbée par des facteurs tels que le manque d'éducation financière, les contraintes réglementaires et les obstacles technologiques, qui limitent l'accès aux services financiers pour les populations les plus vulnérables. En conséquence, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour surmonter ces obstacles et étendre l'accès aux services financiers à un plus grand nombre de Marocains, contribuant ainsi à réduire la pauvreté et à stimuler le développement économique du pays.

1.2. Évolution de l'inclusion financière

Au cours des dernières années, le Maroc a déployé des efforts considérables pour améliorer l'inclusion financière à travers plusieurs initiatives et programmes. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le pays a adopté une approche stratégique visant à élargir l'accès aux services financiers et à renforcer la résilience du système financier. Cette évolution est étayée par les données de la Banque Mondiale, qui montrent une augmentation progressive du nombre de Marocains ayant accès à des services financiers formels. De plus, la Banque Maghreb a souligné l'importance d'encourager la collaboration régionale dans le domaine de l'inclusion financière, Cela a incité le Maroc à participer à des initiatives régionales visant à renforcer la coopération en matière de réglementation et à partager les meilleures pratiques. Ces progrès démontrent l'engagement continu du Maroc envers l'inclusion financière et soulignent l'importance de politiques et de stratégies cohérentes pour garantir une croissance économique durable et inclusive.

1.3. Indicateurs d'inclusion financière

L'évaluation de l'inclusion financière repose souvent sur deux indicateurs principaux : l'accès et l'utilisation des services financiers. L'accès se réfère à la disponibilité et à la facilité d'obtention des services financiers, tandis que l'usage évalue la fréquence et la diversité des services utilisés par les individus. Plusieurs chercheurs et écrivains ont souligné l'importance de ces indicateurs dans la mesure de l'inclusion financière et ont offert des perspectives variées sur leur interprétation.

Certains chercheurs, tels que Beck, Demirgüç-Kunt et Levine (2007), mettent en avant l'accès aux services financiers est fondamental, car la disponibilité de ces services est une condition préalable à leur utilisation efficace l'accès. Il est crucial de diminuer les obstacles géographiques, économiques et sociaux qui limitent l'accès aux services financiers pour les populations marginalisées de réduire les barrières géographiques, économiques et sociales qui limitent l'accès aux services financiers pour les populations marginalisées.

D'autres chercheurs, comme Honohan (2008), insistent sur l'importance de l'usage des services financiers, arguant que l'accès seul ne garantit pas une inclusion financière efficace. Ils soulignent que l'usage régulier et diversifié des services financiers est nécessaire pour améliorer la résilience financière des individus et favoriser le développement économique inclusif.

Enfin, certains chercheurs, tels qu'Allen, Demirgüç-Kunt, Klapper et Pería (2016), mettent en avant la nécessité d'adopter une approche globale pour évaluer l'inclusion financière, prenant en compte l'accès, l'utilisation, ainsi que d'autres aspects comme la qualité et l'accessibilité des services. Cette approche permet d'obtenir une image plus complète et précise de la situation

1.3.1. Principaux indicateurs d'accès

L'indicateur d'accès aux services financiers mesure la disponibilité et l'accessibilité des services financiers pour une population donnée. Il prend en compte le nombre de personnes ayant accès à des comptes bancaires, des services d'épargne, des crédits, ou d'autres produits financiers. Cet indicateur évalue dans quelle mesure les individus peuvent facilement obtenir les services financiers nécessaires pour répondre à leurs besoins financiers, en tenant compte des barrières géographiques, économiques et sociales.

Selon la banque mondiale et en 2022, le nombre de points d'accès aux services financiers a enregistré une augmentation de 18 %, atteignant 31 515, contre 26 771 en 2021 ; comme le montre le tableau ci-dessous :

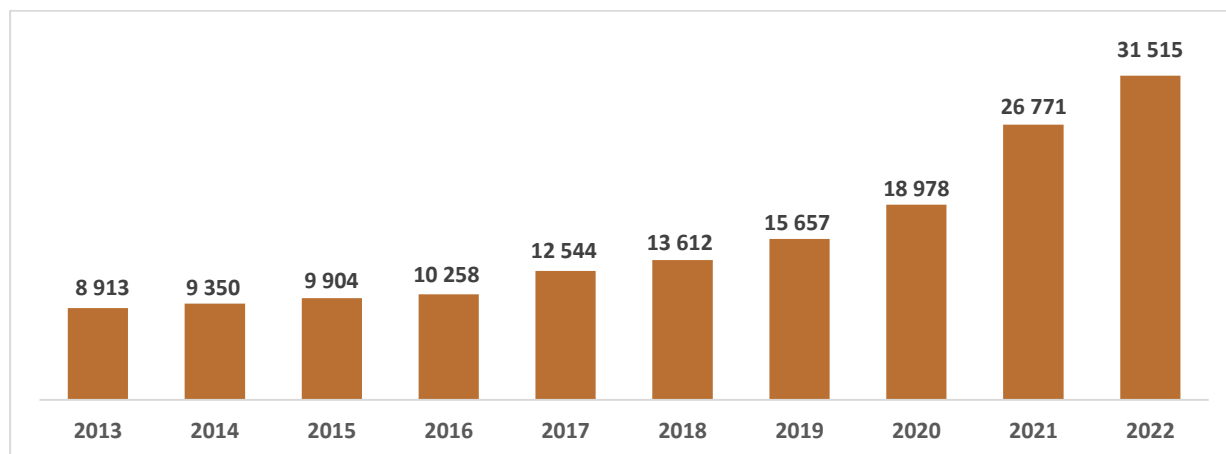
Tableau N°1 : Répartition des points d'accès par catégorie

Année	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Agences bancaires	5 711	5 946	6 158	6 164	6 241	6 319	6 310	6 164	6 042	5 900
IOB	1 508	1 705	1 852	2 087	2 250	2 298	2 565	479	472	477
Établissements de Paiement	1 630	1 611	1 565	1 763	3 746	4 732	6 241	11 935	19 751	24 511
GAB Cash-in & Cash-out	64	88	329	244	307	263	541	400	506	627
Points d'accès	8 913	9 350	9 904	10 258	12 544	13 612	15 657	18 978	26 771	31 515

Source : BANK AL-MAGHRIB

L'augmentation observée résulte principalement de l'expansion du réseau des Établissements de Paiement, qui a enregistré une hausse de 24%, passant de 19 751 en 2021 à 24 511 en 2022. Cette progression comprend également une augmentation de 24% du réseau de guichets automatiques, passant de 506 en 2021 à 627 en 2022.

Figure N°1 : Évolution des points d'accès aux services financiers



Source : BANK AL-MAGHRIB

Comparativement à 2013, lors de la mise en œuvre de l'évaluation, le nombre de points d'accès a connu une hausse significative de 254 %, passant de 8 913 à 31 515 en 2022.

Tableau N°2 : Répartition des points d'accès (Rural vs. Urbain)

Région	Communes Rurales			Communes urbaines		
	Taille de la population adulte	Nombre de points d'accès	Densité bancaire	Taille de la population adulte	Nombre de points d'accès	Densité bancaire
BENI MELLAL - KHENIFRA	1 165 396	379	3 075	851 997	1 821	468
GRAND-CASABLANCA SETTAT	1 555 946	415	3 749	4 045 213	7 640	529
DRAA - TAFILALET	928 355	215	4 318	379 712	908	418
EDDAKHLA - OUED EDDAHAB	32 081	9	3 565	92 957	143	650
FES - MEKNES	1 461 304	193	7 572	1 934 439	3 412	567
GUELMIM - OUED NOUN	131 512	30	4 384	214 154	293	731
LAAYOUNE - SAKIA EL HAMRA	19 989	24	833	281 341	493	571
MARRAKECH - SAFI	2 178 288	260	8 378	1 473 364	3 024	487
L'ORIENTAL	707 107	199	3 553	1 162 725	2 333	498
RABAT - SALE - KENITRA	1 269 466	255	4 978	2 441 751	4 272	572
SOUSS-MASSA	1 106 209	227	4 873	1 078 906	1 924	561
TANGER - TETOUAN - AL HOCEIMA	1 207 555	239	5 053	1 686 616	2 807	601
Total général	11 763 208	2445	4 811	15 643 175	29 070	538

Source : BANK AL-MAGHRIB

Cette situation reflète une forte concentration des points d'accès dans les zones urbaines, ce qui peut être en partie attribué au modèle économique des agences bancaires traditionnelles qui semble peu adapté aux zones rurales à faible densité de population et aux revenus modestes, car il nécessite un nombre minimal de clients pour couvrir les coûts fixes. Concernant la couverture des zones rurales, le pourcentage de communes rurales ayant au moins un point d'accès a augmenté, passant de 32,9 % en 2021 à 34,3 % en 2022, principalement grâce à l'expansion du réseau des Établissements de Paiement.

1.3.2. Principaux indicateurs d'usage

L'indicateur d'utilisation des services financiers évalue la fréquence et la diversité des services utilisés par les individus au sein d'une société. Cet indicateur prend en compte non seulement le nombre de personnes ayant accès à des services financiers, mais aussi la manière dont elles les intègrent dans leur quotidien. Cela inclut la fréquence des transactions financières, la diversité des produits financiers utilisés (tels que les comptes d'épargne, les prêts, les assurances, etc.), ainsi que l'intégration des services financiers dans les activités économiques et sociales des individus.

En revanche, une baisse de 3 % du nombre de comptes de dépôt des particuliers a été observée, totalisant 28,3 millions de comptes en 2022.

Tableau N° 3 : Évolution des comptes de dépôt des particuliers entre 2021 et 2022

	Nombre de comptes de dépôt	Encours (Kdhs)	Encours moyen (Dhs)
2021	29 307 831	746 835 478	25 482
2022	28 343 510	799 616 256	28 212

Source : **BANK AL-MAGHRIB**

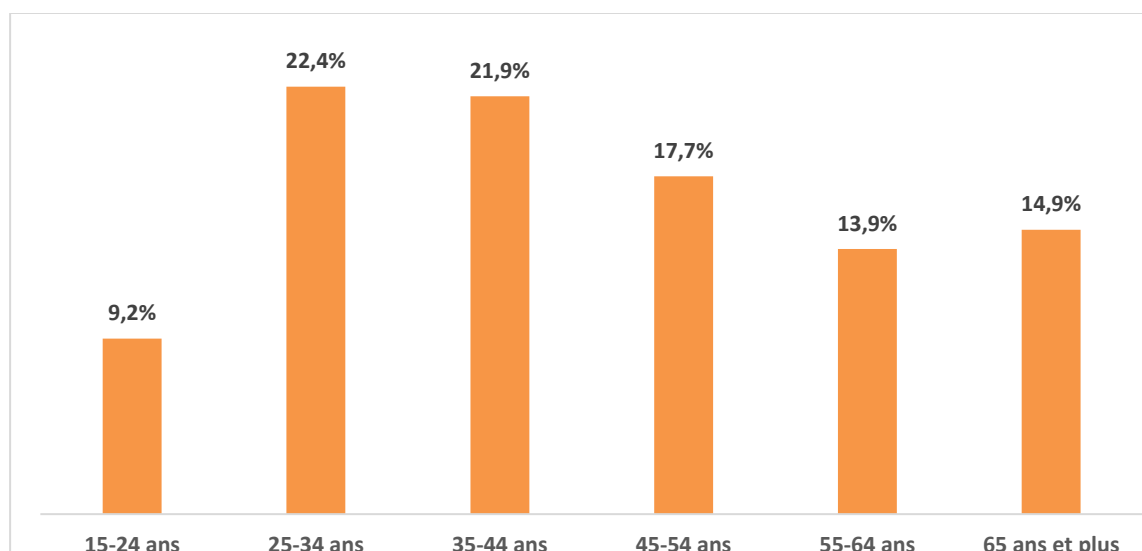
En parallèle, l'encours des dépôts a augmenté de 7 %, atteignant près de 800 milliards de dirhams cette année-là.

Tableau N° 4 : Évolution de l'encours des crédits bancaires aux particuliers entre 2021 et 2022

	Encours des crédits (Kdhs)
2021	305 057 491
2022	311 364 157

Source : **BANK AL-MAGHRIB**

Concernant les crédits bancaires accordés aux particuliers, une augmentation de 2,1 % a été notée par rapport à 2021, atteignant 311 milliards de dirhams en 2022.

Figure N°2 : Personnes physiques titulaires de comptes par tranche d'âge

Source : **BANK AL-MAGHRIB**

Les statistiques disponibles indiquent que, semblable aux années précédentes, la possession de comptes reste peu courante parmi les jeunes adultes jusqu'à la fin de 2022.

Il est à noter que seuls 9,2 % des comptes sont détenus par des personnes âgées de 15 à 24 ans, alors que ce groupe représente 22 % de la population adulte. Les jeunes âgés de 25 à 34 ans, qui constituent 21 % de la population adulte, possèdent quant à eux 22,4 % des comptes.

L'exclusion financière des jeunes est fortement liée au taux de chômage élevé dans cette tranche d'âge, qui s'élève à 32,7 %, selon le HCP pour les jeunes de 15 à 24 ans.

Une comparaison internationale du taux d'inclusion financière des jeunes révèle que les taux de chômage élevés aggravent leur exclusion financière, car cela réduit leur probabilité de posséder un compte bancaire par rapport aux adultes actifs

1.4. Barrières à l'inclusion financière

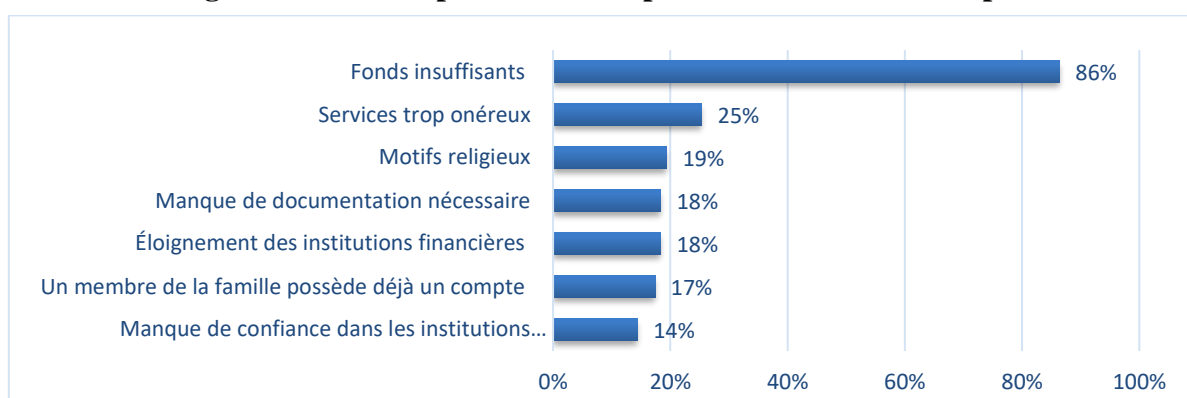
Malgré les initiatives mises en œuvre au Maroc, plusieurs obstacles persistent, entravant l'inclusion financière. Les données sur l'offre et la demande montrent que ces obstacles sont principalement d'ordre économique et culturel.

Selon l'enquête FINDEX, la faible pénétration des services financiers formels est expliquée principalement par :

✓ Faible niveau de revenus des Marocains

Par ailleurs, près de 86 % des adultes non bancarisés citent l'insuffisance de fonds comme le principal obstacle à l'ouverture d'un compte bancaire, tandis que 25 % mentionnent le coût élevé des services bancaires comme une barrière. Les considérations religieuses se classent en troisième position parmi les raisons évoquées pour l'absence de comptes bancaires au Maroc.

Figure N°3 : Principaux obstacles pour la détention de comptes



Source : BANK AL-MAGHRIB

✓ Offres inadaptées aux besoins des segments à faible revenu

Au cours des dernières années, le secteur financier marocain a réussi à développer une offre traditionnelle de qualité. Cependant, il accuse un certain retard en matière de développement de solutions « alternatives » adaptées aux segments à faibles revenus. Ces solutions, telles que les « comptes de paiement », la « micro-épargne » et la « micro-assurance », sont souvent basées sur des principes qui les rendent plus accessibles aux populations exclues du système financier traditionnel. De plus, leur distribution à travers des réseaux moins onéreux que les canaux classiques permettent de réduire considérablement les coûts pour les opérateurs.

2. Impact du digital sur l'inclusion financière

2.1. Promotion et actions du Maroc en matière de Fintech

L'inclusion financière représente un enjeu essentiel pour le développement économique du Maroc. Afin de relever ce défi, le pays a mis en place plusieurs initiatives visant à exploiter le potentiel des technologies financières, ou fintech, pour améliorer l'accès aux services financiers. Nous explorons les efforts du gouvernement marocain et les infrastructures qui soutiennent cette transformation numérique.

2.1.1. Initiatives gouvernementales et réglementaires

Le gouvernement marocain a lancé plusieurs initiatives visant à positionner la fintech comme un outil stratégique pour améliorer l'inclusion financière. L'un des exemples les plus marquants est la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), introduite en 2019. Cette stratégie cherche à intégrer les populations non bancarisées, notamment les femmes et les habitants des zones rurales, dans le système financier formel grâce aux technologies numériques.

Bank Al-Maghrib joue un rôle clé en tant que régulateur dans ce domaine. La banque centrale a mis en place des régulations spécifiques pour soutenir le développement des services financiers numériques, comme les directives sur les paiements mobiles et la création d'établissements de paiement. De plus, elle a encouragé l'ouverture des données bancaires, facilitant ainsi l'émergence de services fintech innovants.

2.1.2. Développement de l'infrastructure numérique

Le développement de l'infrastructure numérique est crucial pour le succès des initiatives fintech. Le Maroc a investi de manière significative dans l'amélioration de son infrastructure de télécommunications, avec une généralisation croissante de l'accès à Internet. Selon les données de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), le taux de pénétration d'Internet a

atteint près de 74 % en 2023, fournissant ainsi une base solide pour l'expansion des services financiers numériques.

En outre, la création d'écosystèmes favorables au développement des fintech, à travers des incubateurs et des initiatives de collaboration public-privé telles que FintechBay Maroc, est essentielle. Ces plateformes encouragent l'innovation en offrant aux startups un accès au financement, à la formation, et à des opportunités de partenariat.

2.1.3. Coopérations internationales

Le Maroc a également bénéficié de partenariats internationaux pour soutenir la croissance de son secteur fintech. Des institutions comme la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) ont joué un rôle crucial en fournissant un soutien technique et financier. Ces partenariats ont permis de lancer des programmes pilotes axés sur l'inclusion financière numérique et d'adapter les meilleures pratiques internationales au contexte local.

2.2. Analyse de l'impact de la Fintech sur l'inclusion financière

L'essor de la fintech a radicalement transformé le paysage financier au Maroc, en particulier en ce qui concerne l'accès aux services financiers pour les populations traditionnellement marginalisées. Nous analysons les effets tangibles de la fintech sur l'inclusion financière, en nous concentrant sur l'accès, l'utilisation, et la réduction des coûts.

2.2.1. Accès et utilisation des services financiers

Les services de paiement mobile et les portefeuilles électroniques ont permis à de nombreux Marocains, notamment dans les zones rurales, d'accéder à des services financiers de base sans avoir recours aux canaux bancaires traditionnels. Selon les données de Bank Al-Maghrib, le nombre de comptes de paiement mobile a augmenté de manière exponentielle, atteignant plus de 6 millions en 2023.

Ces innovations ont non seulement facilité les transactions financières quotidiennes, mais ont également permis aux utilisateurs d'accéder à des services de crédit et d'épargne via des plateformes numériques. Par exemple, l'initiative M-Wallet, soutenue par Bank Al-Maghrib, a été déterminante pour rendre les services financiers plus accessibles via le mobile.

2.2.2. Inclusion des femmes et des jeunes

La fintech a également contribué à réduire l'écart en matière d'inclusion financière entre les sexes au Maroc. Les femmes, qui étaient traditionnellement exclues des services financiers

formels, bénéficient désormais de solutions fintech adaptées à leurs besoins. Des plateformes comme Chaabi Pay ont conçu des produits spécifiquement pour les femmes entrepreneures, facilitant leur accès au crédit et à d'autres services financiers.

De plus, les jeunes Marocains, souvent sous-représentés dans le secteur financier traditionnel, sont de plus en plus inclus grâce à des solutions numériques. Par exemple, les applications de microcrédit et de microsavings leur offrent des opportunités d'investissement et de gestion financière qui étaient auparavant inaccessibles.

2.2.3. Réduction des coûts et efficacité

L'adoption des technologies numériques a également permis de réduire considérablement les coûts associés aux services financiers. La Banque Mondiale rapporte que les fintechs ont réduit les coûts des transactions jusqu'à 70 % par rapport aux méthodes traditionnelles. Cette réduction des coûts est particulièrement bénéfique pour les populations à faibles revenus, pour lesquelles les frais bancaires traditionnels représentent une barrière significative à l'accès aux services financiers.

2.3. Défis et opportunités

Bien que la fintech ait ouvert de nouvelles perspectives pour l'inclusion financière au Maroc, des défis subsistent. Nous explorons les obstacles qui freinent encore l'adoption généralisée des services financiers numériques, tout en mettant en lumière les opportunités qui pourraient permettre au Maroc de devenir un leader régional dans le domaine de la fintech.

2.3.1. Défis

Malgré ces avancées, plusieurs défis demeurent. La fracture numérique reste une réalité dans certaines régions du Maroc, où l'accès à Internet est limité. Cela restreint l'impact potentiel des fintechs dans ces zones. De plus, la confiance dans les services numériques constitue un obstacle majeur, avec des préoccupations liées à la sécurité et à la protection des données personnelles. La réglementation est également un défi, car elle doit évoluer rapidement pour s'adapter aux innovations continues tout en assurant la protection des consommateurs.

2.3.2. Opportunités

Cependant, les opportunités pour les fintechs au Maroc sont vastes. L'expansion continue de l'infrastructure numérique, soutenue par des investissements publics et privés, ouvre la voie à une inclusion financière accrue. Les technologies émergentes telles que la blockchain et

l'intelligence artificielle peuvent être exploitées pour offrir des services financiers encore plus personnalisés et sécurisés. De plus, l'intégration régionale et le renforcement des partenariats internationaux pourraient permettre au Maroc de se positionner comme un hub fintech en Afrique du Nord.

L'impact du digital sur l'inclusion financière au Maroc est indéniable. Grâce à une stratégie nationale claire, à des initiatives réglementaires favorables et à l'essor de la fintech, le Maroc a donc réalisé des avancées significatives en matière d'inclusion financière. Cependant, pour maximiser l'impact de ces innovations, il est essentiel de surmonter les défis liés à la fracture numérique, à la réglementation et à la confiance des utilisateurs, tout en capitalisant sur les opportunités offertes par les technologies émergentes.

Conclusion

En conclusion, l'inclusion financière au Maroc demeure un défi complexe, particulièrement pour les jeunes et les populations à faibles revenus. Le taux de chômage élevé parmi les jeunes, ainsi que les obstacles économiques et culturels, continuent de maintenir une part significative de la population en marge du système financier formel. Malgré des initiatives notables, comme le développement de solutions alternatives adaptées, ces efforts n'ont pas encore réussi à transformer radicalement l'accès aux services financiers.

Le Maroc dispose d'un potentiel considérable pour progresser dans ce domaine, notamment grâce à l'essor des technologies financières. Les Fintechs offrent une opportunité unique de surmonter les obstacles les plus tenaces à l'inclusion financière, nécessitant des efforts pour réduire les coûts, accroître l'accessibilité et développer des produits financiers mieux adaptés aux besoins des populations exclues. Cependant, pour maximiser l'impact de ces innovations, il est crucial que les politiques publiques évoluent pour soutenir cette transition, en investissant dans l'infrastructure numérique, en améliorant la réglementation, et en renforçant la confiance des utilisateurs dans les services numériques.

Le chemin vers une inclusion financière complète au Maroc nécessite donc une approche intégrée, où les efforts de développement de l'offre financière traditionnelle et alternative s'accompagnent d'une adoption accrue des technologies digitales. En exploitant pleinement les opportunités offertes par les Fintechs, le Maroc a la possibilité de réduire l'exclusion financière tout en stimulant son développement économique de manière plus équitable et durable

BIBLIOGRAPHIE

Allen, F., Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., & Pería, M. S. M. (2016). « The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts ». *Journal of Financial Intermediation*, 27, 1-30.

Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., et Maksimovic, V. (2008). « Financing patterns around the world: Are small firms different ». *Journal of Financial Economics*, 89(3), 467-487.

Banque Al-Maghrib. (2023). « Rapport sur inclusion financière ».

Banque Al-Maghrib. (2022). « Rapport annuel sur les infrastructures des marchés financiers et les moyens de paiement, leur surveillance et l'inclusion financière ».

Banque Mondiale. (2022). « Global Financial Inclusion Database ».

Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). « Finance, Inequality and Poverty: Cross Country Evidence». *Journal of Economic Growth*, 12(1), 27-49

Chaabi Bank. (2023). « Solutions Fintech pour inclusion financière des femmes »

Honohan, P. (2008). « Cross-Country Variation in Household Access to Financial Services ». *Journal of Banking & Finance*, 32(11), 2506-2520.

Fonds Monétaire International (FMI). (2022). « World Economic Outlook: Countering the Cost-of-Living Crisis »

Union Internationale des Télécommunications (UIT). (2023). « Statistiques mondiales des TIC ».

El Hara, A., & Mezzour, N. (2022). « Digital Financial Services and Financial Inclusion in Morocco: Opportunities and Challenges ». *Moroccan Journal of Economics*, 3(1), 25-40.

Tazi, S. (2022). « L'inclusion financière au Maroc : Etat des lieux et perspectives ». *Revue Marocaine de Management*, 5(2), 80-98.

Abdellatif, K. (2021). « Digital Banking in Morocco : Trends and Challenges ». *Journal of Financial Services Research*, 59(3), 289-305.

El Khattabi, M. (2020). « L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Maroc ». *Revue Marocaine de Gestion*, 6(1), 55-72.

World Bank (2014), « Financial Capability and Inclusion Survey in Morocco », The World Bank.

Oumazzane, M., & Ouazzani, M. (2021). « Financial Inclusion and Economic Growth: Evidence from Morocco ». *International Journal of Economics and Financial Issues*, 11(3), 1-12.